

CITOYENNETE

"Permettre au plus grand nombre de participer"

Selon l'Asti la cohésion sociale n'admet pas de parenthèse pour la présidence. Une première échéance: ouvrir le corps électoral.

Ces dernières semaines avant le début de la présidence, le Grand Duché a été interpellé par deux études finalement assez complémentaires l'une de l'autre: le rapport Fontagné et l'étude Pisa ont tous les deux évoqué la cohésion sociale. (...)

Prenons le cas de Pisa. Nous n'allons pas nous attarder au classement proprement dit, mais à une attitude semble-t-il largement partagée par la classe politique, à savoir qu'il faut travailler pour améliorer les performances de nos jeunes. Pisa Il nous rappelle que notre système scolaire est peu porté à agir contre les inégalités sociales. Certains commentateurs ont trop tendance à esquiver en mettant les mauvais résultats sur le dos des enfants étrangers. Ce qui est vrai, c'est qu'une bonne partie de ceux-là fait partie des couches défavorisées, au moins pour ce qui est de ceux qui fréquentent l'école luxembourgeoise, étant entendu que des écoles internationales plus ou moins "privées" existent et accueillent les étrangers au statut (économique) élevé. Paradoxalement ceux-ci ne sont pas visés par l'intégration invoquée à longueur de discours officiels!

Et la présidence dans tout cela?

Selon le professeur Fontagné, on pourrait arguer que ces couches sociales sont "étrangères" au rapport de force électoral. Leur poids n'est pas suffisant pour en venir aux adaptations du système scolaire, pour permettre davantage de mobilité sociale et de perspectives d'identification avec une société dans laquelle ils sont appelés à vivre.

En nous référant au souci exprimé par Monsieur le Premier Ministre le 5 mai 2003 dans son discours sur l'Etat de la Nation, à savoir que la participation à la prise de décision du plus grand nombre de personnes est une préoccupation nationale, tout espoir n'est donc pas encore perdu. Parlant au nom des deux partis de la coalition gouvernementale de l'époque, on peut constater sans se tromper (?) que ce souci est très largement partagé par au moins deux autres partis politiques.

Reste à passer du discours à la pratique. Il faut croire que le professeur est suffisamment au courant des compétences des organes élus pour ne pas confiner la participation politique au seul niveau communal. Pour important que puisse être ce niveau, il ne compte qu'accessoirement pour modifier l'équilibre de l'économie politique. Nous allons l'illustrer à l'aide d'un exemple concret:

Tout le monde s'accorde à souligner que de bonnes connaissances de la langue luxembourgeoises sont fort utiles pour démarrer à l'école primaire luxembourgeoise. En 1991 le gouvernement préconisait de rendre obliga-



toire l'approche de la langue luxembourgeoise au préscolaire. Il n'en a rien été encore. Une commune peut certes embaucher du personnel pour l'apprentissage du Luxembourgeois au préscolaire. Cependant lui enjoindre de le faire, lui proposer une ou des méthodes, voire former ce personnel n'appartient pas à la commune, cette compétence relève du Ministère de l'Education Nationale. Reste à savoir pourquoi cette obligation n'a toujours pas été introduite. Toujours est-il que ceci dépasse les autorités communales et ne peut être influencé par le vote communal. L'inertie pour agir en ces domaines vitaux renforce la nécessité de faire entrer les non-luxembourgeois dans l'arène politique.

Notre gouvernement aura à entamer l'ambitieux pro-

gramme de La Haye adopté par le Chefs d'Etat et de gouvernement au sommet de novembre. Il y est question de l'intégration et des efforts à faire en la matière.

Il va sans dire que la crédibilité de notre gouvernement en matière d'intégration et de scolarisation, qui l'une et l'autre ne sont que des facettes de la cohésion sociale, se mesure en premier lieu sur son territoire national.

C'est sur celui-là que nous l'attendons, c'est sur celui-là que l'Asti lui a soumis des propositions. L'une, concernant l'accompagnement scolaire, a trouvé d'ores et déjà un accueil favorable. Pour l'autre sur les cours d'intégration qui sont évoqués à plusieurs endroits du programme gouvernemental, nous attendons une réponse depuis septembre.

Il ne peut y avoir de parenthèse en le domaine pendant la présidence.

Une première échéance est ante portas: ouvrir le corps électoral pour le scrutin sur le traité constitutionnel en

Avis

AVIS MINISTERE DE LA JUSTICE SERVICE "INDIGENAT"

Il est porté à la connaissance du public qu'à partir du 23 décembre 2004 jusqu'au 3 janvier 2005 le service "Indigénat" du Ministère de la Justice (ayant notamment dans ses attributions l'établissement des certificats de nationalité) est ouvert **les jours ouvrables de 8.00 à 12.00 heures.**

Le service **restera fermé l'après-midi** durant cette période.

Communiqué par le
Ministère de la Justice

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS

ADMINISTRATION DES BATIMENTS PUBLICS

DIVISION DE LA GESTION DU PATRIMOINE

AVIS D'ADJUDICATION

Le **lundi 17 janvier 2005 à 10:00 heures** du matin, il sera procédé aux bureaux de l'administration des Bâtiments publics, 10, rue du St-Esprit à Luxembourg, à l'ouverture de la soumission concernant

les travaux de renouvellement des installations d'ascenseurs à exécuter dans l'intérêt du Domaine Thermal à Mondorf-les-Bains.

Envergure de l'objet:

- 2 ascenseurs 800 kg,
- 2 ascenseurs 2.000 kg
- 1 ascenseur 630 kg,
- 2 monte-charges 100 kg

Les travaux sont adjugés en bloc à prix unitaires.

Le début des travaux pour la phase I est prévu pour le 1er juillet 2005.

La durée prévisible des travaux est de 90 jours ouvrables.

Le début des travaux pour la phase II est prévu pour le 2 janvier 2006.

La durée prévisible des travaux est de 180 jours ouvrables.

Les amateurs sont tenus d'introduire leur **candidature écrite** au moins 1 jour ouvrable avant de retirer le dossier de soumission à

l'Administration des Bâtiments publics
"Soumissions"

Boîte Postale 112

L-2011 Luxembourg

Télécopieur: 46 19 19 - 555

Les plans, cahiers de charges et bordereaux de soumission sont à la disposition des candidats à l'adresse de l'administration à partir du **jeudi 16 décembre 2004.**

Les pièces conformes aux prescriptions du règlement grand-ducal du 7 juillet 2003 et portant l'inscription: **"Soumission pour le renouvellement des ascenseurs dans l'intérêt du Domaine Thermal à Mondorf-les-Bains"** doivent se trouver aux bureaux de l'administration des Bâtiments publics, 10, rue du St-Esprit à Luxembourg, avant l'heure fixée pour l'ouverture.

Luxembourg, le 14 décembre 2004

Le ministre des Travaux publics
Claude Wiseler

BIBLIOTHEQUE NATIONALE

La Bibliothèque nationale recrute pour la mise en oeuvre de son projet eBnL, dans le cadre du programme eLëtzebuerig

**Un employé de la carrière D (m/f)
à temps complet et à durée déterminée**

Le (la) candidat(e) occupera la fonction de gestionnaire du parc informatique de la BnL. Il/Elle assistera le chef informatique dans la maintenance du parc informatique, le support des utilisateurs et la gestion des serveurs NOVELL.

Durée du contrat: 2 ans
Entrée en fonction: immédiate

PROFIL REQUIS

Les candidats, de nationalité luxembourgeoise, doivent être au minimum détenteurs

- soit du certificat luxembourgeois de fin d'études secondaires,
- soit du certificat luxembourgeois de fin d'études secondaires techniques,
- soit d'un certificat sanctionnant des études reconnues équivalentes.

COMPETENCES REQUISES

- Capacité d'analyse
- Autonomie de travail
- Esprit d'équipe
- Connaissance du monde PC et des outils de bureautique
- Connaissances de base des technologies réseau TCP/IP

Des connaissances au niveau du système d'exploitation NOVELL sont considérées comme avantage.

Les demandes, accompagnées d'un curriculum vitae détaillé, d'une attestation de nationalité et de copies certifiées conformes des diplômes, sont à adresser pour le 8 janvier 2005 au plus tard à la directrice de la Bibliothèque nationale de Luxembourg, 37, bd. Roosevelt, L-2450 Luxembourg.



w maxx - déi aner wochenzeitung / l'autre hebdomadaire, früher: **GréngeSpoun** - wochenzeitung fir eng ekologesch a sozial alternativ - gegründet 1988 - erscheint jeden Freitag • **Herausgeberin:** w maxx soc. coop. • **Redaktion:** Karin Enser (karin.enser@w maxx.lu), Léa Graf (lea.graf@w maxx.lu), Richard Graf (richard.graf@w maxx.lu), Raymond Klein (raymond.klein@w maxx.lu), Stefan Kunzmann (stefan.kunzmann@w maxx.lu), Ines Kurschat (ines.kurschat@w maxx.lu), Claudine Muno (claudine.muno@w maxx.lu), Renée Wagener (renee.wagener@w maxx.lu), Danièle Weber (daniele.weber@w maxx.lu). Unterzeichnete Artikel und Grafiken geben nicht unbedingt die Meinung der Redaktion wieder. Die Redaktion behält sich Kürzungen vor. • **Karikaturen:** Guy W. Stoops • **Fotos:** Christian Mosar • **Verwaltung:** Corinne Saghuber (admin@w maxx.lu) • **Bürozeiten:** Mo. - Fr. 8.30 - 12.00 Uhr. • **Druck:** c. a. press, Luxembourg • **Einzelpreis:** 1,49 € • **Abonnements:** 52 Nummern kosten 65 € (Ausland zzgl. 26 €); StudentInnen und Erwerbslose erhalten eine Ermäßigung von 25 € • **Konto:** CCPL IBAN LU18 1111 1026 5428 0000 (Neu-Abos bitte mit dem Vermerk "Neu-Abo"; ansonsten Abo-Nummer angeben, falls zur Hand) • **Anzeigen:** Tel. 297999-10 annonces@w maxx.lu; Espace Régie Tel. 26 25 75 -1 Fax: 26 25 75-75 • **Recherchefonds:** Spenden für den weiteren Ausbaus des Projektes auf das Konto CCPL IBAN LU69 1111 0244 9551 0000 der "Solidaritéit mam GréngeSpoun asbl" sind stets erwünscht. Bitte keine Abo-Gelder auf dieses Konto. • **Post-Anschrift:** w maxx, b.p. 684, L-2016 Luxembourg • **Büros:** 51, av. de la Liberté (2. Stock), Luxembourg • **E-mail:** w maxx@w maxx.lu • **URL:** www.w maxx.lu • **Tel.:** (00-352) 29 79 99-0 • **Fax:** 29 79 79